

4 novembre 2005, Argentine

Allocution à l'occasion du Sommet des Amériques

Je suis heureux de me retrouver ici à Mar del Plata, en ces lieux de grande beauté, à l'invitation de notre ami, le Président Nestor Kirchner. Il y a près de dix ans, à Miami, nos pays se sont réunis et nous avons adopté un programme pour les Amériques axé sur la coopération.

À Québec, il y a un peu moins de cinq ans, nous étions à nouveau réunis et dépassions toutes les attentes, en arrivant à un consensus sur la démocratie. À Québec, nous avons convenu que seul un gouvernement démocratique, attaché à l'égalité, à la transparence, et aux principes de l'économie de marché, que seul un gouvernement de cette nature, tenu de rendre des comptes à la population entière, pouvait fournir à nos citoyens les outils qui stimuleront une croissance économique à long terme, tout en veillant à la répartition équitable de ses bénéfices.

La démocratie est toujours en cours de réalisation. Et nous devons faire en sorte que tous les segments de notre population puissent bénéficier des avantages économiques qui découlent d'une saine gouvernance. Nous avons réalisé des progrès significatifs au chapitre de l'égalité des sexes. Cela dit, nous devons poursuivre, délibérément et sans relâche, le but d'accroître la participation des femmes de tous les segments et dans tous les secteurs de la société. Nous convenons qu'un écart inacceptable persiste entre les plus défavorisés et les mieux nantis. Nous devons, nous tous, pays développés et en développement, tenir compte, dans l'élaboration de nos politiques publiques, du besoin de répartir équitablement les bienfaits de la prospérité.

Au Canada, comme dans bon nombre de pays, ce sont les peuples autochtones qui sont touchés le plus durement par la pauvreté, et nous devons faire beaucoup plus pour relever ce défi profondément humanitaire. C'est pourquoi j'applaudis les conclusions du deuxième Sommet des peuples autochtones qui s'est tenu ici en Argentine, car elles contiennent une riche panoplie de démarches visant à combler l'écart creusé par la pauvreté et à intégrer les peuples autochtones dans l'économie dominante. J'ajouterais que nous, en tant que dirigeants, avons la responsabilité d'encourager les rapports qui se développent entre les peuples autochtones de toutes les régions des Amériques. Bien que ces deux sommets distincts soient importants, nous devons, à mon avis, favoriser l'établissement de liens entre eux.

Mais notre travail ne s'arrête pas au perfectionnement de la démocratie. Nous devons également renforcer nos économies de l'intérieur. Cela veut dire investir non seulement dans la technologie et l'éducation, mais aussi dans l'application de la primauté du droit. Cela représente une tâche énorme. Mais elle est essentielle, car dans notre propre hémisphère et au-delà de nos frontières, le monde évolue. Des pays comme la Chine et l'Inde sont devenus des puissances industrielles dans l'équivalent d'un clin d'œil en temps historique. Depuis quelque temps déjà, leurs taux de croissance dépassent largement notre rendement ici dans les Amériques. Nous tous, ici présents à ce sommet, devrions nous rallier à un défi, celui de produire les mêmes taux de croissance que nos compétiteurs dans les autres régions, et ce, à l'avantage de nos producteurs et de nos consommateurs.

Les mesures que nous prenons sur le plan infra-régional par l'entremise d'ententes sur le libre-échange nous aident à améliorer notre rendement. Mais le libre-échange à l'échelle hémisphérique nous permettrait de tirer parti de notre taille collective afin de pouvoir concurrencer dans le monde et créer des emplois dans nos pays. Un accord de libre-échange pour les Amériques n'a donc pas pour but de créer un hémisphère où les capitalistes peuvent fonctionner en toute aise. Il vise à offrir des possibilités à nos travailleurs, et de meilleurs biens et services à nos consommateurs, à tous les échelons de revenu.

Il ne s'agit pas d'un plan d'action géopolitique, mais d'un plan d'action axé sur nos populations. Un pays démocratique qui participe à l'économie mondiale peut se développer. Il peut investir ses richesses dans des programmes sociaux cruciaux comme la santé et l'éducation, ainsi que dans de nouvelles technologies et l'innovation, de manière à libérer le potentiel de ses habitants. Un commerce libre et plus équitable permettra de soustraire plus de personnes à la pauvreté que l'ensemble des programmes d'aide offerts dans le monde. Nous devrions donc nous engager ici à achever les négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques : une entente qui compléterait – plutôt que de rivaliser avec – nos attentes par rapport à une conclusion favorable de la Ronde de Doha.

Nous devons essentiellement mieux coopérer ensemble, et dans de plus brefs délais. De plus en plus, notre sécurité mutuelle, notre santé et la qualité de notre environnement dépendent de notre volonté de travailler ensemble. Cela explique l'important apport de l'Organisation des États américains à la surveillance d'élections libres en Haïti. Une action qui se démarque par le rôle de leader joué par le Brésil à la tête de la mission stabilisatrice des Nations Unies et par l'importante contribution de plusieurs autres pays de l'hémisphère.

Le besoin d'une collaboration urgente sous-tend la rencontre des représentants d'un bon nombre de nos pays à Ottawa la semaine dernière. À cette occasion, les ministres de la Santé et les hauts fonctionnaires de plus de trente pays ont rencontré des experts et des dirigeants d'organisations multilatérales dans le but d'élaborer une réponse collective à la menace d'une pandémie mondiale. Aucun d'entre nous n'est à l'abri de la menace que poserait un virus issu de la grippe aviaire, pas plus que de la menace du SIDA. Nous devons nous y préparer ensemble. L'Organisation panaméricaine de la santé peut et doit jouer un rôle clé à cet égard.

Il faut coopérer ensemble. À la fin de ce mois, s'ouvrira à Montréal la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. Des représentants de nos pays se réuniront pour traiter d'une question cruciale pour nous tous. J'espère que là aussi, en conjuguant nos efforts, nous pourrions aller de l'avant pour contrer les effets du réchauffement de la planète. L'existence de ce phénomène ne fait aucun doute. Si les pays développés en sont la principale cause, le fait demeure que nous en souffrons tous ensemble, et que nous devons tous faire partie de la solution.

Les inégalités économiques et sociales, la grippe aviaire, le réchauffement de la planète, les défis pour la démocratie elle-même sont les défis que nous devons affronter ensemble. Nous n'avons choisi aucun de ces problèmes, mais ils sont bien réels et si nous voulons les résoudre, il faudra une collaboration, au sein de nos pays et entre eux, d'une ampleur qui est,

à vrai dire, sans précédent. Mais nous avons fait bien du progrès depuis notre rencontre à Miami.

Nous constatons tous les jours qu'ensemble, nous pouvons accomplir davantage que si nous agissions seuls. Ici, à Mar del Plata, nous avons l'occasion historique de faire avancer notre vision pour les Amériques, de réaffirmer notre soutien de l'Organisation des États américains et d'ériger notre hémisphère en exemple au monde de ce que des pays peuvent accomplir lorsqu'ils mettent de côté leurs différences et se concentrent sur les aspirations communes de leurs peuples.

C'est l'objectif à long terme. Nous pouvons le réaliser si nous nous y mettons ensemble.

Merci.